

3 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à la Porte de Pantin, lors du deuxième tour des élections présidentielles, Paris, dimanche 3 mai 1981.

Mes chers amis,

- Vous êtes devant moi plus de 120000 venus de toutes les régions et de toutes les profondeurs de la France, représentant tous ses talents et toutes ses activités, pour la plus grande réunion de la campagne présidentielle.

- Pourtant, je ne m'adresserai qu'à une seule personne :

- Madame,

- Les Françaises et les Français m'ont confié votre sort il y a sept ans. Je me suis efforcé de bien vous servir. Malgré les tensions et les menaces, je vous ai permis de vivre en paix. Malgré la crise, qui vous a fait souffrir, j'ai cherché à poursuivre votre progrès. J'ai répondu à votre besoin de justice. Je vous ai représentée dignement dans le monde et je devrais dire plutôt, nous vous avons représentée dignement dans le monde. Vous me dites que mon action n'a pas été parfaite. Je le sais.

- Si j'ai commis des erreurs d'appréciation, je ne les nierai pas. La simplicité et la franchise sont les armes secrètes de la démocratie. Mon intention a toujours été de faire face aux difficultés que vous rencontrez. Je suis prêt, si vous m'en jugez digne, à vous servir à nouveau. Je tirerai les leçons de ce que j'ai vu, connu et entendu pendant sept ans pour mieux faire.

- Madame la France, je ne fais plus campagne pour moi, je fais campagne pour vous. Parce que j'ai parcouru le monde, parce que je connais les difficultés, je sais que votre sort est menacé. Je vais expliquer à mes frères et soeurs, les Françaises et les Français, tout ce qui est en jeu. Chacun doit pouvoir tout comprendre et tout savoir. Aucun d'eux ne doit être méprisé ou ignoré. Et je suis sûr qu'ils choisiront ce qui est le meilleur pour vous.\

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs, mes chers amis, vous avez maintenant une décision grave à prendre. Elle doit être dictée par les grands problèmes nationaux.

- Je ne pense pas que ces problèmes soient au-dessous de la dignité des candidats, ni au-dessus de l'intelligence des électeurs. Pourtant, personne d'autre ne vous en parle. D'ici la fin de la campagne, je ne vous parlerai que d'eux.

- je n'attaquerai ni aujourd'hui, ni plus tard, mon adversaire `François Mitterrand` dans cette campagne. Cela n'éclaire par le débat, mais cela offense la dignité de la fonction à laquelle nous sommes candidats. Je ne vous recommande pas de désigner pour Président de la France quelqu'un qui utilise l'insulte comme arguments. Désigner n'est pas proposer. Critiquer n'est pas conduire.

- Les mots calculés pour séduire tout le monde, finissent par n'attraper personne. Nous comparerons devant vous, mardi soir, dans un débat direct à la télévision, la valeur des solutions que nous proposons pour la France. Si mon concurrent souhaite se faire accompagner par quelque témoin que ce soit, je n'y fais pas d'objection. Le débat ne peut être que loyal, puisqu'il aura trente-six millions de Français pour témoins. La règle doit être la clarté.\

Voici donc l'enjeu de votre choix : Davantage d'Etat ? Moins d'Etat ? C'est, en quatre mots, le centre du débat.

- Davantage d'Etat, ou moins d'Etat, cela veut dire : - plus ou moins d'intervention £ plus ou moins de bureaucratie £ plus ou moins de contrôles £ et cela entraîne inévitablement : -plus ou moins d'impôts £ plus ou moins de cotisations sociales £ plus ou moins de liberté pour ceux qui

moins d'impôts et plus ou moins de cotisations sociales et plus ou moins de liberté pour ceux qui travaillent et pour les individus.

- Mon adversaire vous propose : davantage d'Etat.

- Je vous propose : moins d'Etat.

- Dans leur immense majorité, les Français ont choisi la liberté. C'est ce qu'a confirmé la campagne `campagne électorale` du premier tour. Or, certains d'entre eux s'appêtent, sans le savoir, à voter contre leur liberté. Pourquoi ? Parce qu'on cherche à le leur dissimuler.\

Que veut, en réalité, l'opposition ? Je vous rappelle certaines de ses propositions écrites. A l'égard des agriculteurs, les offices fonciers cantonaux. C'est écrit.

- A l'égard des cadres, la fin de la retraite des cadres. C'est écrit.

- A l'égard des petites et moyennes entreprises `PME`, le retour immédiat aux contrôles. C'est écrit. Et, pour ce qui concerne M. Marchais, la fin des petites et moyennes entreprises. Il l'a dit et chacun de vous a pu l'entendre.

- A l'égard du secteur productif - grandes entreprises, moyennes entreprises, petites entreprises, - une augmentation de 33 % du SMIC au mois de juin. C'est dit, sous une forme confuse, mais c'est dit et aucune de nos entreprises n'a la force d'y résister sans faillite.

- A l'égard des exportateurs, le contrôle des changes et c'est écrit.

- A l'égard de l'ardente jeunesse française, qui veut circuler librement dans le monde, la fermeture progressive de certaines facilités à nos frontières !

- A l'égard des contribuables, une augmentation fantastique des dépenses, qu'il faudra bien payer d'une façon ou d'une autre. Si c'est par l'impôt sur le revenu, il faut le tripler. Si c'est par l'ensemble des charges obligatoires - cotisations sociales, taxe à la valeur ajoutée - elles passeront de 42 %, ce qui est déjà trop, à plus de 50 % !

- A l'égard des parents, un service monolithique d'éducation, supprimant la liberté d'enseignement et la liberté de choisir son école. C'est également écrit.\

Et tout ceci n'est pas le plus grave !

- Le plus grave, c'est le trouble politique, c'est le gâchis économique et social, c'est le déclin de la France ! Après l'élection présidentielle, la dissolution de l'Assemblée nationale, un gouvernement transitoire, puis de nouvelles élections se prolongeant jusqu'en juillet, en-raison du calendrier. C'est le désordre politique. Je l'aurai évité pendant sept ans. Ni dissolution, ni crise. Il commencera, ce désordre politique dans le premier mois du nouveau septennat, que j'appellerai alors le septennat d'autrefois.

- C'est aussi le gâchis économique. L'acquis d'années d'efforts - n'est-ce pas, monsieur le Premier ministre `Raymond Barre` ? - l'acquis d'années d'efforts sera dilapidé en quelques mois. Ni les entreprises, ni l'économie ne résisteront au torrent des dépenses et des charges, et l'on verra repartir en avant l'inflation et le chômage !

- C'est enfin l'abaissement de l'autorité de la France sur la scène internationale. Le Président élu grâce aux voix communistes ne disposerait d'aucune autorité, ni vis-à-vis de l'Europe, où il serait seul dans son cas, ni vis-à-vis de notre allié, les Etats-Unis d'Amérique, dont on connaît les choix politiques récents, ni vis-à-vis de l'Union soviétique, avec laquelle nous devons poursuivre le dialogue par la paix, à condition de le fonder sur notre puissance et sur notre indépendance.

- Après vingt-trois ans d'influence dans le monde, la France rentrerait dans le rang des pays en déclin, ces pays qui ne sont pas loin de nos frontières et dont l'information vous apporte quotidiennement les images. Et si ce devait être le sort de la France, alors, je vous le dis franchement, je préférerais que ce soit un autre Président de la République qui le fasse !\

Les Françaises et les Français, vous, mes chers amis, vous voulez tout le contraire. Au-cours de ces dernières semaines, j'ai parcouru la France, j'ai rencontré des dizaines de milliers d'entre vous, j'ai perçu vos réactions, j'ai compris vos attentes.

- Vous souhaitez : l'union des Français et la libération des forces productives et une France plus juste et une France forte et paisible. Pour tout dire, la France de l'espoir, et non celle du déclin.

- Vous souhaitez d'abord l'union. Le premier tour de la campagne présidentielle fait inévitablement se concurrencer les tendances amies. Chacun le fait avec ardeur. C'est normal. Il ne peut pas en être autrement. Mais ne prolongeons pas le premier tour. Le second tour est celui

de l'union. Il m'impose des devoirs et il vous en impose aussi. Mon devoir est de créer les conditions de l'unité et de tenir compte des aspirations exprimées au-cours de la campagne, quelle que soit la tendance qui les ait présentées. Il n'y aura pas, je vous l'indique, les bien aimés du premier tour et les mal aimés du second tour. Même si vous vous êtes donné beaucoup de peine pour moi, vous devez comprendre que l'exigence de l'unité est plus forte que tout autre considération. Tous seront traités de la même manière, cordiale, franche et chaleureuse, dès lors qu'ils auront assuré le succès de la France !\

La famille gaulliste est l'un des grands courants permanents de la politique française. Elle a toujours servi la France dans la guerre comme dans la paix. C'est pourquoi j'ai besoin de son concours, pour assurer le maintien des institutions de la Vème République.

- Dans cette élection, je suis le seul - je suis le seul ! - à pouvoir maintenir l'héritage institutionnel du Général de Gaulle. Je suis le seul, et non son adversaire du premier jour, qui n'a pas cessé de le combattre, en 1958, en 1965, et en mai 1968 `François Mitterrand` ! Je vous demande de vous en souvenir !

- Oui, Jacques Chirac a eu raison de défendre les idées de liberté, de responsabilité et de lutte contre la bureaucratisation rampante.

- Oui, les candidats de la majorité ont eu raison de souhaiter une France forte et active.

- Puisque je suis le seul à pouvoir en parler au second tour, j'ai le devoir de reprendre ces thèmes. Je le ferai d'autant plus facilement que ces idées sont les miennes. Voilà mon devoir.

- Voici le vôtre. Votre devoir à vous, ce n'est pas seulement de voter, c'est de combattre pour assurer le succès de ces idées, c'est de vous battre pour éviter le déclin de la France. Votre devoir est de gagner !\

Plus important encore que de gagner l'élection sera de gouverner la France le lendemain. Quand les lampions se seront éteints, quand les ballons se seront envolés, quand les haut-parleurs se seront tus, nous nous retrouverons face aux problèmes : les tensions à l'extérieur, l'emploi à l'intérieur, les dures réalités du monde d'aujourd'hui. Après avoir gagné ensemble, il faudra s'engager ensemble pour y faire face.

- S'engager, pour quoi faire ? Ouvrons à deux battants les portes de l'avenir : vers une société de liberté et de responsabilité £ vers une société plus juste où il soit plus facile de vivre £ vers une France forte et paisible £ vers une société d'espoir.\

Nous devons d'abord libérer les forces productives de la France. Le dynamisme de notre pays est fondé sur l'initiative et sur l'imagination. La France, en dehors du Japon, est la nation la plus dynamique du monde occidental.

- Je répèterai inlassablement au-cours de cette campagne - parce que l'on cherche à vous le cacher - ce qu'est devenu la France. Elle est la première puissance du monde occidental pour l'industrie nucléaire, avec les Etats-Unis d'Amérique. Elle est la première puissance d'Europe pour l'industrie informatique. Elle est la première puissance d'Europe pour l'industrie aéronautique et spatiale, avec l'Airbus et Ariane `fusée`. Elle est aussi la première puissance d'Europe pour l'industrie du verre et du ciment, nécessaires à la construction de nos maisons individuelles. Elle est la première puissance d'Europe pour l'industrie ferroviaire et elle détient désormais le record du monde pour l'exploitation des trains commerciaux.

- Elle est la première puissance d'Europe par la puissance de son agriculture. Elle est devenue, au-cours des dernières années, le deuxième pays exportateur de l'agriculture mondiale.

- Elle est enfin, grâce à ceux qui la servent, grâce aussi aux jeunes qui y servent, la troisième puissance militaire du monde. Tout ceci il faut vous en souvenir au moment de choisir. Allez-vous briser l'élan de la France ? Pendant ces sept ans, loin de décliner malgré la crise, elle a monté les degrés dans l'échelle des nations. Comment avons-nous réussi ? Parce que chacun est responsable, parce que chacun peut prendre des initiatives, parce que chacun peut décider et créer.\

Or, on veut restreindre, laminer, réduire la capacité et la liberté d'entreprendre. Je vais vous citer quelques exemples :

- Le projet socialiste, dans sa page 237, édition de 1980, crée la section politique d'entreprise

pour la politisation de la vie de toutes les entreprises françaises grandes ou petites. Ce projet donne un droit de veto aux Comités d'entreprise sur l'organisation du travail, sur toute embauche, et sur tout licenciement.

- Quelle entreprise décidera alors d'investir et d'embaucher les jeunes Françaises, les jeunes Français au nombre de 750000 qui se présenteront à la fin de l'année sur le marché du travail ?\ Ce que nous devons faire, c'est le contraire. Nous devons libérer l'économie. La suppression du contrôle des prix est un acquis définitif, les ordonnances de 1945 seront modifiées en conséquence, les formalités devront être réduites, la paperasse doit s'alléger. A des Français instruits et actifs, moins de tutelle, moins de contrôles et davantage d'initiatives et davantage de confiance.

- Le nouveau gouvernement demandera à l'Assemblée nationale de se saisir du projet de réforme de la taxe professionnelle élaborée, vous le savez, par l'Assemblée nationale, taxe à laquelle je ne suis pas personnellement attaché, et pourra proposer son remplacement par une ressource équivalente pour les collectivités locales.

- Sur ces sujets, j'ai déjà indiqué que la campagne `campagne électorale` menée par Jacques Chirac avait été utile et positive. Je suis prêt à m'entretenir avec ceux qui ont soutenu ces thèses, avant ou après l'élection présidentielle.

- Quant au prélèvement social et fiscal, qui a été alourdi par les effets de la crise, car nous avons des tâches de solidarité devant lesquelles nous ne pouvons pas nous dérober, nous devons le ramener au fur et à mesure que se redressera notre situation à 40 %, chiffre que j'avais moi-même indiqué.

- Il faudra beaucoup d'efforts de limitation des dépenses et d'économies budgétaires. Enfin, il faut aider l'équipement et la création d'entreprises nouvelles pour ouvrir des emplois. C'est ainsi que l'Assemblée sera saisie de propositions visant à permettre aux entreprises nouvelles de production, qu'elles soient artisanales ou industrielles, d'être exonérées pendant une certaine durée, par exemple, trois ans, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, de la taxe professionnelle et de certaines charges sociales. Nous amorcerons ainsi un nouveau et puissant mouvement de modernisation.

- Je vois Anne-Aymone qui me tend un verre d'eau.\

Une France plus juste. J'ai maintenu, tout au long de ma campagne `campagne électorale`, le thème de la justice et de la solidarité entre les Français. Malgré la crise nous avons réduit les inégalités.

- Malgré la crise, Monique Pelletier le rappelait tout à l'heure, nous avons amélioré le sort des personnes âgées, comme nous avons le devoir de le faire, et c'est la majorité qui a soutenu l'action du gouvernement, qui a contribué à cette amélioration du sort des personnes âgées, auxquelles nous avons apporté à la fois les ressources qui leur étaient nécessaires, mais aussi, et je dirai peut-être plus encore, la considération à laquelle elles ont droit et le sens de leur vie qui se poursuit et se prolonge £ le sort des handicapés qui sont les plus malheureux d'entre nous et pour lesquels une législation exemplaire a été votée en 1975 et où progressivement, des ressources sont venues améliorer leur condition £ celui des familles nécessaires à la France, celui des femmes seules qui, dans la société moderne, ont souvent à poursuivre sans ressources l'éducation de leurs jeunes enfants £ la place et le rôle des femmes longtemps effacées dans la société française ont été enfin reconnus et illustrés par les meilleures d'entre elles.

- La condition des travailleurs manuels a été revalorisée et améliorée, et c'est ce qui fait sans doute qu'à la différence des élections précédentes, j'ai été placé en tête dans les grandes régions industrielles de la France, et par exemple dans le département du Nord où je suis en tête de tous les candidats du 1er tour.\

La solidarité en ces temps difficiles restera notre règle. Nous continuerons à améliorer par priorité la situation des plus faibles et des plus démunis. D'ici la fin du septennat nouveau, nous devons éliminer les derniers îlots de pauvreté qui subsistent encore dans notre pays, dans l'agriculture, dans certains secteurs de notre vie urbaine, y compris l'îlot du quart monde.

- La France doit être douce et accessible pour les faibles £ elle doit être aussi une société plus facile à vivre. Souvenez-vous, il y a quelques années, nous étions encore condamnés aux grands

racie à vivre. Souvenez-vous, il y a quelques années, nous étions encore condamnés aux grands ensembles où la jeunesse française se sentait déracinée et entraînée vers la solitude ou vers la délinquance. Nous étions condamnés aux usines polluantes, aux rivières empoisonnées, aux espaces naturels en peau de chagrin. Le fer et le béton dévoraient la douce France.

- Désormais, la superficie des espaces naturels protégés dépasse celle des zones construites. La forêt française se plante et s'accroît. La pollution de l'air et celle de l'eau se réduisent et le littoral a été sauvé. Les jeunes ménages s'installent dans des maisons individuelles, dans la proportion des 2/3. Ils en deviennent propriétaires. Jadis, le progrès tuait la nature : aujourd'hui, le progrès commence à sauver la nature et nous continuerons ensemble.

- Il faut, pour cela, au cours du septennat nouveau achever de supprimer les grandes nuisances, notamment mener la lutte contre le bruit, lancer un programme de prévention contre les grands fléaux sociaux : accidents, drogue, cancers. Accélérer le programme d'économies d'énergies et d'énergies nouvelles et permettre à chacune et à chacun de participer à la gestion de son cadre de vie.

J'ai dit que j'étais favorable à l'institution du référendum communal, suivant des modalités à préciser et à ce que j'ai appelé le "référendum à la suisse".

- Il faut encourager et faciliter, enfin, la vie associative sous toutes ses formes, qui est une nouvelle forme d'expression du désir des Français de vivre et de travailler ensemble, en exerçant chacun leurs responsabilités.

- Nous voulons enfin une société forte et paisible. Le besoin de sécurité quotidienne, qui est le premier souci des Français, exprime une aspiration plus profonde. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir la protection qui permet de survivre jour après jour dans une société de violence et de haine, qui permet de ne pas se retourner quand on rentre le soir le long des rues désertes, en redoutant qu'une ombre vous guette, de ne pas barder sa maison de serrures quand on la quitte, de ne pas craindre pour ses enfants.

- Vous voulez vivre librement au sein d'une société forte et paisible, sans peur, sans besoin de protection, rassurés, confiants, fraternels. De telles sociétés ont existé, elles sont bien rares, quelques pierres blanches le long du chemin de l'histoire. La France a connu parfois cet état paisible, elle en garde, des siècles plus tard, la nostalgie, sous Henri IV, dans la France rurale du XVIIème, du XVIIIème et du XIXème siècle. Puis, elle l'a cherché en vain depuis cent cinquante ans, secouée par les révolutions, ensanglantée, dévastée par les guerres.

- En paix maintenant depuis 35 ans, la France va-t-elle connaître enfin cette vie forte et paisible ? Elle le peut. Le Général de Gaulle en a créé les conditions politiques.

- Le travail des Français en a rassemblé les moyens matériels et l'étranger, d'ailleurs, croit que nous allons y parvenir, mais nos vieux démons, nos vieux démons toujours présents, vont-ils nous faire lâcher prise ?

- L'angoisse m'étreint le coeur quand je pense à ce que nous pouvons espérer être et à ce que nous risquons de devenir.

- Je veux répéter ma phrase pour que vous l'emportiez avec vous dans Paris, autour de Paris, et dans vos provinces proches ou lointaines :

- L'angoisse m'étreint le coeur quand je pense à ce que nous pouvons espérer être et à ce que nous risquons de devenir.

- L'angoisse pour la France, mais aussi l'angoisse pour vous !

- D'un côté, dans le ciel, les ailes noires des oiseaux qui portent les mauvaises augures et, de l'autre, la société de l'espoir.

Je m'adresse maintenant, pour conclure, à la jeunesse française. C'est à elle que j'ai dédié cette campagne `campagne électorale`. Vous m'avez accompagné joyeusement, ardemment, jour et nuit, dans chacune de mes étapes. C'est vous qui pouvez entraîner la France vers l'espoir.

- Je fais appel à vos jeunes forces ! On voit dans votre regard, comme l'a dit un de nos poètes, le vert des jeunes pousses !

- Faire de la France un pays que l'on respecte pour ce qu'il est et qu'on envie pour ce qu'il va devenir !

- Faire de la France un exemple d'humanisme et de progrès, un témoignage de solidarité à

l'intérieur et de générosité à l'extérieur.

- Une lumière dans la nuit du monde. Cela dépend de nous. Faisons la chaîne de nos mains pour faire ensemble, dimanche, le même choix. Faisons la chaîne de nos mains pour faire ensemble, dimanche, le même choix et que pas une ne manque.

- Je vois autour de moi les pancartes, les bannières des différentes régions, des différents groupes qui sont venus & je suis placé, je crois, entre l'Alsace et les Antilles, mais il y a aussi tous les autres que je voudrais saluer un par un. Je souhaite que chacune de ces régions, que chacun de ces départements, que chacun de ces groupes, qui va refaire ce soir en sens inverse son chemin dans la nuit, que chacun d'entre eux soit présent, qu'aucune main ne manque dans la chaîne de nos mains dimanche.

- Que notre vote soit celui, non d'un peuple assis le soir autour du feu qui baisse, mais d'un peuple en marche vers la ligne de l'horizon ou le matin s'allume.

- Rassemblés ici ce soir - et je remercie chacune et chacun de ceux qui sont venus - nous portons dans notre coeur le soleil de l'espérance de la France. Faisons désormais qu'il brille et qu'il gagne !

- Merci pour tout ce que vous ferez pour que vive la France. Et maintenant, nous allons chanter tous ensemble ... je ne sais plus le chiffre exact, mais avec nos plus de 120000 voix et nos plus de 120000 coeurs ... notre hymne national. Mireille Mathieu, c'est à vous !\